

vue économique est essentiel à la sécurité de l'Amérique, et une Amérique forte et en pleine croissance économique est indispensable au bien-être du Canada.

Nous croyons qu'un accord de libre-échange renforcera encore ce partenariat. Nous devons éviter que des mésententes commerciales viennent compromettre cette association. Et pourtant, c'est exactement ce qui s'est produit lorsque les États-Unis ont pris des mesures contre le bois d'œuvre résineux canadien et la potasse, et que les Canadiens sont intervenus contre le maïs américain.

Nous nous sommes causé un préjudice.

Nos exportations ont subi un préjudice.

Et, ce qui est particulièrement important, les relations canado-américaines en ont souffert.

Si elle n'est pas réprimée, cette tendance protectionniste ne peut conduire qu'à de l'animosité et à des altercations. Par exemple, lorsque l'administration américaine du commerce international a frappé la potasse canadienne de droits allant jusqu'à 85 %, les producteurs canadiens et le gouvernement de la Saskatchewan, outrés, ont qualifié la mesure de "simplement illogique, grossièrement injuste, surprenante et absurde".

Les producteurs de maïs et le gouvernement des États-Unis ont réagi de la même manière lorsque le Canada a imposé des droits compensateurs sur le maïs américain. Le représentant américain au Commerce, M. Clayton Yeutter, a qualifié cette mesure de non justifiée et stupéfiante.

Je dois admettre que, moi aussi, je me suis rendu coupable de ce genre de rhétorique lorsque j'ai qualifié d'"artificielle et forcée" l'action américaine contre le bois d'œuvre résineux canadien. Dans mon cas, évidemment, c'était justifié.

Ce sont là des échanges qui sont provocateurs et peuvent avoir un effet destructeur. Ils sont le fait d'adversaires, et non d'alliés, de partisans et non de partenaires.

Les Canadiens comprennent que les États-Unis veulent un commerce équitable. Ils comprennent que les États-Unis sont aux prises avec un énorme déficit commercial. Ce qu'ils ne comprennent pas, par contre, c'est la solution proposée par le Congrès -- un "Trade Bill", un projet de loi qui paralysera les partenaires commerciaux de l'Amérique -- et les intérêts commerciaux américains.